

RAPPORT ANNUEL 2020

Les résultats des Nations Unies en République Démocratique du Congo



Mars 2021



Bureau du Coordonnateur
Résident du Système des
Nations Unies en RDC



**RAPPORT
ANNUEL
2020**

**Les résultats des
Nations Unies
en République
Démocratique du Congo**

Mars 2021



**Bureau du Coordonnateur
Résident du Système des
Nations Unies en RDC**



TABLE DES MATIÈRES

Table des matières	4
Listes des sigles utilisés	5
Avant-Propos	7
Préface	8
Composition de l'Equipe de Pays des Nations Unies et aperçu des partenaires de développement soutenant l'ONU	
A. Composition de l'équipe de pays des Nations Unies	9
B. Principaux partenaires de développement du système des Nations Unies dans le pays	9
Chapitre 1 : Principaux développements dans le contexte national et régional	11
Chapitre 2 : Appui du système des Nations Unies aux priorités nationales de développement par le biais du cadre de coopération	
2.1. Priorités, résultats et produits du Cadre de Coopération	13
2.2.1 Alignement sur les priorités nationales	15
2.2.2 Progrès accomplis réalisés vers la réalisation des résultats du Cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable.....	16
2.2.3. Facteurs de succès et d'échecs.....	24
2.3. Appui aux partenariats et financement de l'Agenda 2030.....	25
2.4. Résultats de l'ONU travaillant plus et mieux ensemble : cohérence, efficacité et efficience des Nations Unies	28
2.5. Aperçu financier et mobilisation des ressources	30
2.5.1 Aperçu financier	30
2.5.2. Mobilisation des ressources	33
Chapitre 3 : Grandes lignes d'actions de l'Equipe de Pays des Nations Unies pour 2021	34

LISTES DES SIGLES UTILISÉS

- ALPC : Armes légères et de petit calibre
- BAD : Banque Africaine de Développement
- BCNUDH : Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme
- BM : Banque Mondiale
- BOS : Business Operations System
- CACH : Cap pour le changement
- COVID-19 : Coronavirus 2019
- DFA : Development Finance Assessment
- FAO : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
- FCC : Front commun pour le Congo
- FCDO : Foreign, Commonwealth and Development Office
- FIDA : Fonds International pour le Développement Agricole
- FMI : Fonds Monétaire International
- FSC : Fonds de Stabilisation et de Cohérence
- GCP : Groupe de Coordination des Partenaires
- IDH : Indice de Développement Humain
- IFI : Institutions financières internationales
- INFF : Integrated National Financing Framework
- ISSSS : Stratégie internationale d'appui à la sécurité et à la stabilisation
- JICA : Agence Japonaise de Coopération Internationale
- KOICA : Agence Coréenne de Coopération Internationale
- MONUSCO : Mission de l'organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en RD Congo
- MVE : Maladie à virus Ebola
- NWOW : New Way Of Working
- OCHA : Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires
- ODD : Objectifs de développement durable
- OIM : Organisation Internationale pour les Migrations
- OIT : Organisation Internationale du Travail
- OMS : Organisation Mondiale de la Santé
- ONG : Organisation non gouvernementale
- ONGI : Organisation non gouvernementale internationale
- ONU Femmes : Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
- ONU : Organisation des Nations Unies
- ONUDI : Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

- ONU-HABITAT : Programme des Nations Unies pour les établissements humains
- ONUSIDA : Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA
- PAM : Programme Alimentaire Mondial
- PBF : Peacebuilding Fund
- PNSD : Plan national stratégique de développement
- PNUD : Programme des Nations Unies pour le développement
- RDC : République démocratique du Congo
- REDD+ : Réduction des Émissions dues à la Déforestation et à la Dégradation forestière
- REG : Restes explosifs de guerre
- SERP : Plan des Nations Unies pour l'Appui à la Réponse Socio-Economique Immédiate au COVID -19
- SNSF : Système national de surveillance des forêts
- SNU : Système des Nations Unies
- UNCDF : Fonds d'équipement des Nations Unies
- UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
- UNFPA : Fonds des Nations Unies pour la population
- UNHCR : Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
- UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'enfance
- UNMAS : Service de lutte antimines des Nations Unies
- UNOPS : Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
- UNSDCF : United Nations Sustainable Development Cooperation Framework
- USAID : Agence des Etats-Unis pour le développement international
- USD : Dollars américains
- VBG : Violences basées sur le genre
- VIH : Virus immunodéficience humaine

AVANT-PROPOS

Ce rapport est une illustration des différentes façons dont le Système des Nations Unies a contribué à faire avancer les objectifs de développement durable (ODD) en République démocratique du Congo (RDC).

Bien que l'année 2020 ait été pour la RDC et tous ses partenaires une année de défis en raison des pandémies qui ont touché le pays, des crises humanitaires, des conflits qui ont entraîné un nombre important de populations déplacées et des importantes mutations politiques et institutionnelle le SNU s'est tenu aux cotés de la RDC pour faire face à ces défis et déployer les réponses adaptées.

Le contexte socioéconomique a été caractérisé par une baisse du PIB de 4.4% en 2019 à 0.8% en 2020 accompagnée d'un déséquilibre budgétaire accentué par la faible mobilisation des recettes publiques. Malgré l'impact de la crise de la COVID-19, les perspectives de croissance restent optimistes à plus de 4% en 2021. Les indicateurs montrent un léger progrès sur l'IDH où le pays gagne 4 places et passe à la 175ème place mondiale.

Ces indicateurs montrent l'importance des besoins aussi bien d'assistance humanitaire que d'appui et d'accompagnement au développement. L'équipe pays du SNU en collaboration avec la MONUSCO a aligné ses interventions, pour un meilleur impact avec l'approche du triple nexus (Humanitaire – Développement – Paix) afin de s'attaquer aux causes profondes des vulnérabilités. Nous avons aidé à mettre en place dans l'est et le centre du pays des mécanismes communautaires alternatifs de gestion et résolution des conflits, mais aussi contribué au développement des mécanismes d'alerte sur les violations des droits humains et la protection.



Vingt-trois agences du système des Nations Unies ont apporté régulièrement leur appui aux populations congolaises dans des domaines divers et variés allant des questions de droits humains, de la protection des populations vulnérables, de la sécurité alimentaire ou de l'appui à des politiques sociales et des réformes institutionnelles. Ces actions s'inscrivent dans la poursuite de l'agenda de développement à l'horizon 2030 en s'assurant de ne laisser personne en marge.

En collaboration avec les autorités nationales et avec l'appui de nombreux partenaires publics et privés, le système des Nations Unies en RDC à la mise en œuvre des programmes pertinents, dans le cadre de la décennie d'actions pour accélérer le pas vers l'atteinte des ODD.

David McLachlan-Karr

Représentant Spécial Adjoint
du Secrétaire Général

Coordonnateur Résident et Humanitaire

PREFACE

En date du 30 décembre 2019, la République démocratique du Congo (RDC) a signé avec les Nations Unies, à travers ma personne, le Cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable couvrant la période 2020-2024 (UNSDCF 2020-2024), lequel constitue la réponse commune des Nations Unies aux priorités du gouvernement congolais inscrites dans son Plan National Stratégique de Développement.

Je voudrais, au nom du Gouvernement de la RDC et au mien propre, remercier et féliciter l'Equipe de Pays des Nations Unies en RDC qui, sous le leadership du Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies en RDC, a réussi, au courant de l'année 2020, dans les conditions difficiles caractérisées par la pandémie de la COVID-19, à déployer plusieurs activités ayant contribué aux résultats qui sont présentés dans ce rapport annuel.

Les résultats présentés dans ce rapport sont issus de la revue annuelle conjointe 2020 du Cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable organisée en février 2021 sous la houlette du Ministère de la Coopération Internationale avec la participation des Experts des Nations Unies, des ministères sectoriels, de la société civile, du Plan et de la Coopération Internationale.

J'invite les Nations Unies à mettre en œuvre les recommandations issues de la revue annuelle conjointe 2020 de l'UNSDCF 2020-2024, dont notamment celles liées à la nécessité d'appuyer le renforcement du système statistique national.



La tenue de la revue annuelle conjointe impliquant toutes les entités des Nations Unies œuvrant en RDC est une première et j'en souhaite la pérennisation.

J'encourage les Nations Unies à poursuivre le dialogue politique, à renforcer le partenariat stratégique avec le Gouvernement congolais et d'autres acteurs clés sur les politiques publiques permettant à la RDC de prendre une trajectoire ascendante vers l'atteinte des ODD à l'horizon 2030.

J'émets le vœu de voir l'excellent partenariat et la bonne collaboration entre la RDC et le Système des Nations Unies se poursuivre.

Pépin Guillaume Manjolo Buakila

Ministre d'Etat, Ministre de la Coopération internationale, Intégration régionale et Francophonie

COMPOSITION DE L'ÉQUIPE DE PAYS DES NATIONS UNIES ET APERÇU DES PARTENAIRES DE DÉVELOPPEMENT SOUTENANT L'ONU

A. Composition de l'Équipe de Pays des Nations Unies

L'Équipe de Pays des Nations Unies en RDC est composée de 23 Entités (fonds, programmes et agences), dont la Banque Mondiale (BM) et le Fonds Monétaire International (FMI). Environ 5 500 personnes, travaillent pour les Nations

Unies en RDC, dont la moitié dans les agences, fonds et programmes. En 2020, un peu plus d'un milliard de dollars a été dépensé dans le cadre de la mise en œuvre du Cadre de Coopération.



B. Principaux partenaires de développement du système des Nations Unies dans le pays

L'Équipe de Pays des Nations Unies travaille avec un nombre considérable de partenaires au développement. Plusieurs d'entre eux sont membres du Groupe de coordination des partenaires (GCP).

En 2020, ce groupe a accompagné le gouvernement pour définir sa politique de coopération internationale, mettre en œuvre le PNSD, d'utiliser de façon pertinente, ciblée et durable les moyens de la coopération internationale, et d'avancer concrètement vers

une meilleure gouvernance et dans la lutte contre les différentes formes de corruption.

Pour structurer la relation avec les Autorités, en 2020, le GCP a proposé au Gouvernement la constitution d'un comité de pilotage politique et stratégique de haut niveau. La Vice-Première Ministre et ministre du Plan a répondu favorablement à cette demande et a élaboré un décret pour créer le cadre de coordination et d'orientation de l'aide au développement qui est en instance de signature.



Kananga, Kasai-Central, RDC –Novembre 2020 – le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général de l'ONU en RDC, Coordonnateur humanitaire et coordonnateur résident, David McLachlan-Karr, en visite à Kananga, accompagné d'une délégation de l'ambassade de Suède en RDC. Photo MONUSCO/ Laurent Sam N'Guessan Oussou

Lors de ses réunions thématiques, le GCP a traité des sujets importants pour prendre des positions communes, y compris la gratuité scolaire de l'enseignement primaire et le « *Projet d'urgence éducation et appui budgétaire* » de la Banque Mondiale, la couverture santé universelle, l'engagement des bailleurs dans la lutte contre la Covid-19 et contre la corruption en RDC.

Les membres de ce groupe sont l'Union Européenne, l'Afrique du Sud, l'Allemagne, la Belgique, le Brésil, le Canada, la Chine, l'Espagne, la France, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (FCDO), l'Inde, le Japon (JICA), la Norvège, les Pays-Bas, la République de Corée (KOICA), la Suisse, la Suède, la Russie, les États-Unis (USAID), la Banque Africaine de Développement (BAD), la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International et les Nations Unies (représentées par le Coordonnateur Résident et le PNUD).

Malgré les contraintes imposées au dialogue avec le gouvernement pendant une grande partie de l'année 2020, en raison du confinement, l'équipe de pays des Nations unies a pu soutenir le gouvernement sur plusieurs questions importantes, notamment la réponse à la COVID-19 ainsi que dans la préparation du rapport d'examen national volontaire des ODD.

Les interlocuteurs principaux au niveau du gouvernement sont le Ministère de la Coopération

internationale, intégration régionale et Francophonie, le Ministère du Plan et le Ministère des Affaires Humanitaires, ainsi que d'autres nombreux ministères sectoriels.

En 2020, plusieurs institutions financières internationales (IFI) ont intensifié leur soutien au gouvernement de la RDC afin de répondre à la pandémie de COVID-19. Entre autres, la Banque Mondiale a mis à la disposition du gouvernement 47 millions de dollars de l'Association Internationale de Développement (IDA) pour financer la réponse d'urgence à l'épidémie. La BAD a approuvé un appui budgétaire de 136 millions USD.

Les partenaires de développement en RDC investissent dans plusieurs fonds d'affectation spéciale multi donateurs. Entre autres, en mars 2020, la RDC a pu renouveler son éligibilité au Peacebuilding Fund (PBF) pour 2020-2024.

En tant que pays pilote pour la mise en œuvre d'un nexus entre l'humanitaire, le développement et la paix («Triple Nexus»), la RDC passe actuellement de la théorie à la pratique dans les régions où la MONUSCO va progressivement réduire sa présence : les provinces de la région du Kasai et du Tanganyika. En 2020, la Suède a pris l'initiative de regrouper les bailleurs intéressés au sein du Nexus Donor Group pour faire avancer activement ce processus en étroite collaboration avec l'ONU, les ONGI, le gouvernement et la société civile.

Chapitre 1 : Principaux développements dans le contexte national et régional

L'année 2020 a été une année de défis pour la RDC à cause de la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences socio-économiques et sanitaires.

Bien que le pays ait enregistré relativement peu de cas de COVID-19 (17 849 cas, dont 591 décès, au 31 décembre 2020), les mesures de confinement ainsi que le déclin économique mondial ont eu un impact important sur l'économie et les populations du pays. Les projections très pessimistes formulées au mois d'avril/mai 2020 après le choc initial s'attendaient à une chute de -3 à -5% du PIB réel en 2020. Mais la croissance du produit global de la RDC est restée positive en 2020 (+0,8%) grâce à la bonne performance du secteur minier, y compris des exports.

Néanmoins, la croissance demeure minime et suit un fort ralentissement de la croissance économique au cours des quatre dernières années. Le taux de croissance moyen s'est établi à 4,2% entre 2016-2019 contre 7,7% entre 2010-2015.

Pour l'Equipe de Pays des Nations Unies, l'année 2020 a été la première année durant laquelle elle a travaillé dans un cadre de coopération de nouvelle génération (UNSDCF), après sa signature en décembre 2019. Le cadre de coopération est la réponse commune des Nations Unies aux priorités du gouvernement congolais telles qu'elles sont définies dans son PNSD, aussi adopté en décembre 2019.

En février 2020, l'Equipe de Pays des Nations Unies a élaboré des plans de travail communs, peu avant que les premiers cas de COVID-19 ne soient détectés dans le pays et que les mesures

de confinement nationales et internationales ne le paralysent.

L'approche conjointe adoptée dans l'élaboration et la mise en œuvre du cadre de coopération a permis à l'équipe de pays des Nations unies de réagir rapidement - dans un esprit de collaboration - pour soutenir la réponse du gouvernement à la pandémie de COVID-19.

Pour atténuer les effets de la crise sanitaire et accélérer le développement, le Gouvernement a aussi bénéficié d'un appui des partenaires (FMI & BAD) de 700 millions USD sous forme d'appuis budgétaires pour la BAD et de la Facilité Rapide de Crédit du FMI.

Considérant la situation sociale et de développement humain, le pays a enregistré un léger progrès de développement humain en 2020, IDH 0,480 contre 0,459 en 2019, passant de la 179ème place à la 175ème place sur 189 pays classés. Toutefois, ce niveau reste inférieur à ceux des pays à développement humain faible (0,513) et de l'Afrique subsaharienne (0,547). L'analyse du Cadre Intégré de Classification de la sécurité alimentaire (IPC) a estimé que 21,8 millions de personnes en RDC ont été affectées par l'insécurité alimentaire aiguë (IPC Phases 3 et 4) en 2020.

Sur le plan politique, l'année 2020 a été caractérisée par des tensions croissantes au sein de la coalition gouvernementale mise en place entre le Cap pour le changement (CACH) du Président Félix Tshisekedi et le Front commun pour le Congo (FCC) de l'ancien Président Joseph Kabila après les élections de décembre 2018. Le 6 décembre 2020, Président



L'ONUDI a développé de la chaîne de valeur (Production, transformation et commercialisation) de la filière bambou dans la province du Kongo Central. Ce projet, a pour objectif, entre autres, d'atténuer la pression sur les forêts classiques, réduire la consommation de combustibles fossiles dans les ménages. Photo ONUDI/RDC

Tshisekedi a mis fin à la coalition et a annoncé sa volonté de construire une Union sacrée de la nation (USN).

Sur le plan sécuritaire, en 2020, le BCNUDH a documenté 7909 violations et atteintes aux droits de l'homme en RDC, ce qui représente une hausse de l'ordre de 21% par rapport à 2019. Cette augmentation résulte de la détérioration de la situation sécuritaire dans les provinces affectées par le conflit armé, notamment au Nord-Kivu, en Ituri et au Sud-Kivu où le BCNUDH a enregistré l'écrasante majorité (93%) des

violations et atteintes au cours de l'année passée. Au moins 2945 civils ont été tués dont 553 femmes et 286 enfants.

La situation sécuritaire a continué à s'améliorer dans d'autres parties du pays. Le transfert pacifique du pouvoir à la suite des élections présidentielles et législatives de 2018, a ouvert une fenêtre d'opportunité pour la stabilisation et le développement du Grand Kasai. Avec le dépôt des armes par la milice Kamuina Nsapu, la situation sécuritaire dans la région s'est largement améliorée et de nombreuses

personnes déplacées en 2017 sont rentrées. Si des problèmes sous-jacents subsistent - les conflits résiduels dans la province du Kasai sont toujours présents, notamment ceux liés à la gestion des terres - le retour à une mobilisation à grande échelle de Kamuina Nsapu semble peu probable.

Dans ce contexte, et suite à l'adoption de la stratégie conjointe de transition par le Conseil de sécurité en décembre 2020 (résolution 2556), la MONUSCO a intensifié le processus de planification de sa transition opérationnelle. Dans la région du Grand Kasai, où la Mission se retirera à la fin du mois de juin 2021, la planification de la transition est à un stade avancé.

Pour assurer une transition paisible, et dans le cadre de l'approche « triple nexus » en cours de mise en œuvre dans la région, l'Equipe de Pays des Nations Unies a renforcé sa présence sur terrain. Actuellement, dix agences des Nations Unies sont présentes au Kasai Central, à savoir la FAO, l'OIM, l'OCHA, l'OMS, le BCNUDH, le PNUD, le FNUAP, l'UNICEF, l'UNHCR et le PAM. La Banque Mondiale a aussi ouvert un bureau de liaison à Kananga.

Sur le plan humanitaire, le nombre de personnes ayant besoin de protection et d'aide humanitaire est passé de 12,8 millions en 2019 à 15,6 millions en 2020 et estimé à 19,6 millions en 2021, dont 49,9 % de femmes et filles, 58,5 % d'enfants et 15% de personnes vivant avec un handicap.

La RDC compte 5,2 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays, le plus grand nombre en Afrique et le deuxième au monde. La RDC a également accueilli 490 243 réfugiés (au 31 décembre 2020) en provenance des pays voisins. Suite aux violences et à l'insécurité liées aux élections qui se sont tenues en décembre 2020 en République centrafricaine (RCA), des dizaines de milliers de personnes sont arrivées en RDC selon les autorités locales, le HCR et la Commission nationale pour les réfugiés.

En juin 2020, la 10^{ème} épidémie¹ d'Ebola qui avait débuté en août 2018 dans l'est de la RDC a pris fin. La 11^{ème} épidémie a duré de juin à novembre 2020 en Equateur. Le gouvernement a piloté la réponse à l'épidémie en coordination avec l'OMS, avec l'appui des autres agences du SNU et leurs partenaires.

¹L'OMS a dénombré 3 470 cas, 2 287 décès et 1 171 survivants. Plus de 303 000 personnes ont été couvertes par la vaccination, avec le vaccin rVSV-ZEBOV-GP

Chapitre 2 : Appui du système des Nations Unies aux priorités nationales de développement par le biais du cadre de coopération



Le Coordonnateur résident et le Ministre d'Etat à la Coopération échangeant les signataires au lancement du plan des Nations Unies pour l'appui à la riposte contre la COVID-19 à Kinshasa en Juin 2020. Photo Alioune Ndiaye/OCHA_RDC

2.1. Aperçu des résultats du cadre de coopération

Le Cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable (UNSDCF 2020-2024) de la RDC comporte trois axes stratégiques, huit effets, 23 produits et 144 indicateurs des niveaux effet et produit (voir <https://drcongo.un.org/fr/123232-rapport-de-la-revue-annuelle-du-plan-cadre-de-cooperation-des-nations-unies-unsdcf-2020-2024> le rapport de la revue annuelle 2020 de l'UNSDCF).

Dans le souci d'assurer une mise en œuvre cohérente, coordonnée et synergique du cadre de coopération par les entités des Nations Unies en RDC, les Plans de travail conjoints de l'Equipe Pays des Nations Unies en RDC ont été élaborés,

à raison d'un plan de travail par axe stratégique de l'UNSDCF.

Il convient de noter que la survenue de la COVID-19 en mars 2020 n'a pas permis au Système des Nations Unies de déployer l'ensemble des activités prévues pour diverses raisons dont notamment les restrictions, les limitations des mouvements, la fermeture des frontières, réorientation des ressources financières au profit de la COVID-19.

La revue annuelle conjointe de l'UNSDCF (SNU + Gouvernement) organisée par le Bureau du Coordonnateur Résident en février 2021, sous

la houlette du Ministère de la Coopération Internationale, a permis de dégager les tendances générales ci-dessous quant aux progrès accomplis en 2020 vers l'atteinte des résultats escomptés dans l'UNSDCF 2020-2024:

◀ **Axe 1 de l'UNSDCF : Consolidation de la paix, le respect des Droits humains, la protection des civils, la cohésion sociale et la démocratie.**

Cet axe comporte trois effets, huit produits et 54 indicateurs dont 38 indicateurs des produits c'est-à-dire des indicateurs pour lesquels les Nations Unies sont directement responsables de leur réalisation. L'Equipe de Pays des Nations Unies a réalisé de bonnes performances par rapport à 22 indicateurs sur les 38 que compte cet axe.

Ces bonnes performances sont observées dans les domaines suivants : l'accès à la justice pour les populations vulnérables, le respect des droits humains, la lutte contre l'impunité, sécurité et de la protection des populations.

◀ **Axe 2 de l'UNSDCF : croissance économique inclusive, développement agricole, capture du dividende démographique, protection et gestion durable des ressources naturelles**

A l'instar du premier, ce deuxième axe comporte aussi trois effets, huit produits et 54 indicateurs dont 38 indicateurs des produits.

Les données recueillies indiquent que l'Equipe de Pays des Nations Unies n'a pas réalisé de bonnes performances pour 27 indicateurs sur

les 38 que compte cet axe (voir détails dans les <https://drcongo.un.org/fr/123232-rapport-de-la-revue-annuelle-du-plan-cadre-de-cooperation-des-nations-unies-unsdcf-2020-2024>).

◀ **Axe 3 de l'UNSDCF : Accès aux services sociaux de base et assistance humanitaire**

Cet axe est celui dans lequel, les bonnes performances ont été réalisées. Il comporte deux effets, cinq produits et 32 indicateurs dont 22 des produits. Les bonnes performances ont été réalisées sur la quasi-totalité des indicateurs des produits sauf un seul (IP 3.2.1.2 : Nombre des provinces ayant mis en place un plan de réduction des risques de catastrophe).

◀ **Réponse Socio-économique immédiate à la COVID 19 en RDC**

Dans le domaine de la lutte contre la COVID-19, les Nations Unies ont contribué à plusieurs résultats à savoir : (i) le renforcement des capacités de diagnostic et de recherche, de surveillance et d'investigation des cas de COVID-19 à travers le pays ; (ii) l'appui à la gouvernance du secteur de la santé ; (iii) le renforcement des capacités de prise en charge des cas de COVID-19 ; (iv) le renforcement des mesures d'hygiène, de prévention et contrôle de l'infection dans les structures de santé et la communauté ; (v) le renforcement du système logistique d'urgence de la COVID-19 ; (vi) la continuité des services de santé dans les provinces touchées par la COVID-19.

2.2. Priorités, résultats et produits du cadre de coopération

2.2.1 Alignement sur les priorités nationales

Le graphique ci-dessous met en exergue l'alignement parfait existant entre les trois axes stratégiques du Cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable 2020-2024 (UNSDCF 2020-2024) et les cinq piliers du PNSD de la RDC.

En outre, dans le cadre de la lutte contre la COVID-19, la réponse des Nations Unies est, comme le démontre le tableau ci-dessous, fortement alignée sur celle du Gouvernement de la RDC.



Programme Multisectoriel d'Urgence d'Atténuation des Impacts de la COVID-19 en RDC (PMUAIC-19)	Plan des Nations Unies pour l'Appui à la Réponse Socio-Economique Immédiate au COVID -19 (SERP)
Correspondance	
Axe 1 : la riposte, la surveillance au COVID-19 et le renforcement du système de santé	Objectif stratégique 1 : Soutenir la réponse sanitaire COVID-19 du Gouvernement
Axe 2 : le soutien à la stabilité macroéconomique et à la relance de l'économie	Objectif stratégique 2 : Renforcer la résilience économique du pays
Axe 3 : l'atténuation de risques et le soutien aux populations	Objectif stratégique 3 : Renforcer la protection des personnes, la cohésion sociale et la résilience communautaire face aux effets de la COVID-19
	Objectif stratégique 4 : Renforcer la gouvernance pour assurer la mise en œuvre efficace de la réponse multisectoriel COVID-19

2.2.2 Progrès accomplis vers la réalisation des résultats du Cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable².

◀ Axe 1 de l'UNSDCF : Consolidation de la paix, le respect des droits humains, la protection des civils, la cohésion sociale et la démocratie

Effet 1.1 : d'ici 2024, la prévalence de la violence et des conflits armés est réduite et la sécurité des personnes et des biens est améliorée en particulier celle des personnes vulnérables, y compris les réfugiés/déplacés, les femmes et les jeunes

Les agences du système des Nations Unies ont contribué à l'amélioration de la sécurité et la protection des populations en renforçant les capacités des forces de sécurité et des intervenants dans la chaîne pénale mais aussi en appuyant la mise en place de mécanismes communautaires de gestion et de résolution de conflits



« ...Je renonce au rôle de gardienne de fétiche des miliciens pour devenir artisanne de la paix et de la cohabitation pacifique entre nos deux communautés (bantous et twas) ... » Extrait de la déclaration de Mme Safi, ex-milicienne, Kalemie, 5 octobre 2019. Photo : UNFPA.

Quelques chiffres :

- 2 680 membres des forces de sécurité formés ;
- huit Comités Locaux de Sécurité de Proximité ont été mis en place et améliorent les relations entre les forces de sécurité et les populations
- 8 021 armes légères et de petit calibre appartenant aux services de sécurité ont été marquées et enregistrées et 5 788 ont été sécurisées ;
- 697 membres des forces de sécurité ont été dotées des capacités en matière d'utilisation et de gestion des moyens de stockage des ALPC et de sécurité de l'utilisation des armes à feu ;
- 48 structures cibles intervenant dans la chaîne pénale (police, cours, tribunaux, prisons) ont été dotées des capacités humaines et matérielles ;
- Sept provinces (Nord Kivu, Sud Kivu, Ituri, Tanganyika, Kasai Central, Kasai, Kasai Oriental) disposent des mécanismes communautaires alternatifs de gestion et résolution des conflits opérationnels.
- 3 286 prisonniers ont été libérés dans le cadre des actions de lutte contre la COVID-19 visant la décongestion établissements pénitentiaires

²Les résultats présentés ci-dessous intègrent également ceux du plan de Nations Unies pour l'Appui à la réponse socio-économique immédiate à la COVID-19 en RDC.

Effet 1.2 : D'ici 2024, les populations vivant en RDC, plus spécifiquement les plus vulnérables (femmes, enfants, réfugiés et déplacés) jouissent de leurs droits humains, en particulier l'accès équitable à la justice, (y compris la justice juvénile), à l'identité juridique et la protection, à travers le renforcement des systèmes judiciaire, sécuritaire, des capacités de veille des organisations de la société civile sur les droits humains et la redevabilité institutionnelle

Quelques chiffres

Les agences du système des Nations Unies en RDC ont permis de réduire la lutte contre l'impunité et à améliorer l'accès à la justice et la protection légale pour les populations vulnérables

◀ Lutte contre l'impunité

- 7.909 violations des droits humains documentées ;
- 255 dossiers de violations des droits humains alléguées aux forces de sécurité ont été instruits, 90% de condamnation sur ces dossiers ;
- 413 décisions judiciaires ont été rendues dans le cadre de violations des droits humains (soit 5,22%) ;
- 294 décisions judiciaires ont été rendues dans le cadre de la lutte contre les Violences Basées sur le Genre sur un total de 1 073 déposés devant les juridictions ;
- Sept dossiers prioritaires de crimes de droit international ont été jugés au moins au premier degré à travers les audiences foraines

◀ Protection légale des personnes vulnérables

- 1 209 759 enfants (dont 612 976 filles) ont été enregistrés à la naissance dans le délai légal des 90 jours ;
- 2 477 473 enfants ont été enregistrés au cours de la campagne gouvernementale de rattrapage scolaire réalisée en 2019-2020 avec l'appui technique du Consortium CIVIPOL ;
- Existence d'un mécanisme d'enregistrement des personnes réfugiées et demandeurs d'asile. Au 31 Décembre 2020, la RDC a accueilli 490 243 réfugiés et 1 484 demandeurs d'asile ;
- 12 330 personnes (fonctionnaires, représentants du secteur privé, ONG, Société civile) ont été dotées des capacités en matière de lutte contre le travail des enfants

◀ Accès à la justice pour les populations vulnérables et leur protection

- 64 778 femmes et enfants ont bénéficié d'une protection à travers l'Escadron de Protection de l'Enfant et de Prévention des Violences Sexuelles de la Police Nationale Congolaise et les tribunaux pour enfant ;
- 2 477 survivant(e)s de Violences sexuelles basées sur le genre ont bénéficié d'une assistance judiciaire/juridique ;
- 369 personnes vulnérables (victimes, personnes poursuivies, personnes en détention...) ont eu accès à la justice
- 34 723 (6357 hommes, 9055 femmes, 9107 garçons et 9721 filles) ont reçu une éducation aux risques liés aux mines, REG et ALPC



Séance de sensibilisation et d'éducation aux restes explosifs de guerre dans le Territoire de Rutshuru (Nord Kivu). Photo UNMAS_DRC

◀ Coopération avec les mécanismes internationaux de promotion et protection des droits humains

- Cinq rapports périodiques ont été élaborés et soumis auprès des différentes instances internationales (Pacte International relatifs aux droits civils et politiques, Convention contre la Torture, Objectifs du Développement Durable, Rapport du Secrétaire Général des Nations Unies sur les Violences Sexuelles liées au conflit, Résolution 1325).

Effet 1.3 : D'ici 2024, les institutions publiques, les media et la société civile, au niveau central et décentralisé, exercent efficacement leurs rôles pour une gouvernance démocratique apaisée, efficace et inclusive, porteuse d'effets sur la participation citoyenne et le renforcement de l'état de droit

Les agences du système des Nations Unies en RDC ont contribué au renforcement de la gouvernance inclusive

Quelques chiffres :

- 1 225 femmes aspirantes et candidates ont été dotées des capacités techniques en matière d'élaboration d'un projet électoral ;
- 1 651 acteurs de la société civile ont été dotés des capacités en matière de développement, mise en œuvre et suivi-évaluation des politiques publiques ;
- Neuf réseaux de la société civile (y compris des femmes) ont été mis en place et sont opérationnels en faveur de la redevabilité des élus et des institutions;
- 12 centrales syndicales siégeant au conseil national du travail ont été dotées des capacités sur les normes internationales du travail et dialogue social



Le Groupe Inter-Bailleurs Genre, la MONUSCO et l'ONU Femmes ont appuyé le ministère du genre, famille et enfant dans l'organisation, à Kinshasa, des journées portes ouvertes, en marge de la commémoration du 20ème anniversaire de la résolution 1325 du conseil de sécurité des Nations Unies. Les travaux ont été organisés sous format d'échanges autour du thème : "agir pour soutenir les femmes artisanes de la paix". Photo Carlos Ngeleka/ONU Femmes

◀ **Axe 2 de l'UNSDCF : croissance économique inclusive, développement agricole, capture du dividende démographique, protection et gestion durable des ressources naturelles**

Effet 2.1 : D'ici 2024, les populations congolaises jouissent d'une croissance économique inclusive durable portée par la transformation agricole, la diversification économique ouverte aux innovations et à la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes

Quelques chiffres :

- Quatre politiques sectorielles sensibles au genre ont été élaborées ou actualisées (Politique nationale de l'aide au développement, schéma/politique de l'industrialisation, politique nationale de l'aménagement du territoire, politique nationale de la recherche scientifique) ;
- Cinq chaînes de valeurs agricoles ont été développées ;
- La RDC a été dotée d'une politique nationale de l'Aménagement du territoire consensuelle tenant compte des enjeux nationaux et internationaux de la REDD+ ;
- Trois provinces (Bas-Uélé, Tshopo, Ituri) ont été dotées des Schémas (National, provinciaux et locaux) de l'Aménagement du Territoire (SNAT) ;
- Mise en place du guide de lutte contre le COVID-19 en milieu du travail à l'usage des employeurs du secteur privé.

En 2020, les Nations Unies n'ont pas enregistré des avancées notables en rapport avec cet effet. Cela est dû principalement à la survenue du COVID-19 dont les effets n'ont pas permis les déploiements de la plupart des activités planifiées.



Une agricultrice du Réseau National des Femmes Rurales présente sa production lors de la foire organisée à Kinshasa en novembre 2020. Photo : Adriana Borra / ONU Femmes

Effet 2.2. : D'ici 2024, les populations vivant en RDC bénéficient d'une protection sociale inclusive et d'un dividende démographique porté par la maîtrise démographique et l'autonomisation des jeunes et des femmes

Effet 2.3 : D'ici 2024, les populations tirent profit d'une gestion responsable et durable des ressources naturelles (forestières, minières et foncières), par l'État, les entités décentralisées, les communautés et le secteur privé, dans un contexte de changement climatique et de préservation de la biodiversité.

En 2020, les Nations Unies n'ont pas enregistré des avancées notables en rapport avec cet effet. Cela est dû principalement à la survenue du COVID 19 dont les effets n'ont pas permis les déploiements de la plupart des activités planifiées.

◀ **Axe 3 de l'UNSDCF : Accès aux services sociaux de base et assistance humanitaire**

Effet 3.1 : Les populations, en particulier les plus vulnérables bénéficient d'un accès équitable, de qualité et durable aux services sociaux de base, y compris de lutte contre le VIH/SIDA

En 2020, les Nations Unies n'ont pas enregistré des avancées notables en rapport avec cet effet. Cela est dû principalement à la survenue du COVID 19 dont les effets n'ont pas permis les déploiements de la plupart des activités planifiées

Quelques résultats :

- 28% d'aires protégées ont bénéficié d'une gestion aux standards internationaux ;
- Existence d'un Système National de Surveillance des Forêts (SNSF) opérationnel ;
- 134 millions d'Hectares couverts ont fait l'objet de l'évaluation des stocks de carbone par strate après inventaire forestier national ;
- Cinq inventaires des gaz à effets de serre en provenance des forêts réalisés ;

Les agences du Système des Nations Unies ont :

- Contribué à la riposte, la surveillance du Covid-19 et au renforcement du système de santé ;
- Soutenu les investigations des cas et transport des échantillons COVID-19 dans les provinces ;
- Contribué à la lutte contre les violences basées sur le genre et à la protection des survivant(e)s, en particulier dans le contexte de la COVID-19

Quelques chiffres :

Santé

- La proportion des centres de santé offrant des services de santé de qualité et garantissant les interventions essentielles et d'urgence en matière de soins maternels et néonataux a augmenté de 18.5% à 28% ;
- 90% des enfants de 6 à 59 mois (52% de filles et 48% de garçons) admis pour traitement de la malnutrition aiguë sévère (SAM) sont sortis guéris;
- 120.196 adolescents et jeunes (77.362 filles et 42.834 garçons) scolarisés et non scolarisés ont reçu une information complète sur la sexualité et la santé reproductive ;
- 75% des points de distribution de services n'ont pas connu de rupture de stock de contraceptifs au cours des six derniers mois
- 5.000 tests RT-PCR et consommables expédiés vers 7 provinces ;
- 36.466 tonnes de matériels et équipements contre la COVID-19, d'une valeur de 4.317.321 dollars US fournies ;
- 2.680 agents de 490 établissements de santé ont bénéficié d'équipements critiques PCI et 1.724 personnels dotés des capacités sur la PCI ;
- 3.674.229 personnes dotées en fournitures et services essentiels WASH (y compris des articles d'hygiène et le lavage de mains dans les lieux publics) ;
- Plus de 2 millions de masques confectionnés par des structures locales, notamment des associations féminines, et distribués ;



L'ADEPESIDI* est une des ONG locales basée à Lubumbashi en République Démocratique du Congo (RDC), membre de la Concertation des Fautières de lutte contre le Sida en sigle « COFASI », une plateforme de la société civile de lutte contre le VIH/SIDA qui bénéficie de l'appui technique et financier de l'ONUSIDA dans la province du Haut Katanga (RDC).

L'ONG a lancé le 30 avril 2020 avec l'accompagnement d'ONUSIDA, une campagne de sensibilisation et de formation en vue d'informer, d'éduquer et de conscientiser la population sur la circulation de la maladie dans la ville et les moyens de prévention.

En outre, ses équipes ont réalisé les prises de température dans la communauté et une distribution gratuite des masques confectionnés par l'ONG.

Photo ADEPESIDI_RDC

* Association d'Engagement des Personnes et Enfants en Situation Difficiles

- 12.000 litres de gel hydroalcoolique, produits par "AMI Labo" au Nord Kivu, et distribués aux structures de santé ;
- 39 millions de personnes sensibilisées sur la prévention et l'accès aux services relatifs à COVID-19 ;
- Appui technique à l'initiative COVAX qui devrait permettre à la RDC de recevoir ses premiers vaccins contre COVID-19.



En partenariat avec l'UNICEF, l'UNOPS a fourni des services ressources humaines à Radio Okapi (Radio des Nations Unies) pour la création d'un nouveau programme radio dédié aux enfants et à leurs parents. La radio diffusait des programmes sur la santé, la nutrition, WASH, l'environnement et l'éducation. Ce programme a été créé pour permettre aux parents et à leurs enfants d'avoir accès à des services d'information de base pendant la crise de la COVID-19, alors que les écoles étaient fermées et que de nombreux enfants n'avaient pas accès à des plateformes numériques pour faire de l'apprentissage à distance. Les informations étaient présentées sous forme de jeux, de chansons et d'activités ludiques pour que les enfants apprennent par le jeu et adaptées à différentes tranches d'âge. Plus de 8 millions d'enfants ont écouté la radio et ont pu poursuivre leurs activités d'apprentissage à distance. (Tournage d'une émission. Photo UNICEF_RDC)

Education/formation professionnelle

- 15.768 enseignants ont été dotés des capacités sur les méthodologies centrées sur l'apprenant, l'éducation à la paix, la réduction des risques de conflits / catastrophes (C / DRR) et soutien psychosocial ;
- 6.957 jeunes vulnérables ont bénéficié d'une formation professionnelle qualifiante dans un métier à travers un programme d'appui pour l'accès à l'apprentissage alternatif ;
- 2.188 écoles ont reçu des thermomètres, équipements d'hygiène et matériels de promotion de la santé
- 11 280 996 enfants (dont 5 790 903 filles) ont bénéficié d'un apprentissage à distance ;
- 909 185 livrets éducatifs ont été distribués pour assurer la continuité de l'apprentissage des enfants dont 459 523 livrets distribués aux filles ;

Lutte contre les VSBG

67.448 victimes des violences basées sur le Genre (dont 4.305 hommes et 2.357 vivants avec handicap) ont bénéficié d'une prise en charge psychologique, judiciaire, médicale, réinsertion économique ou scolaire ;

Eau Hygiène et Assainissement

66% des ménages dans les villages cibles du Programme Villages assainis ont eu accès à l'eau potable, contre 15,2% à l'échelle nationale

Lutte contre le VIH

355.725 personnes vivant avec le VIH (229.183 femmes et 126.542 hommes) ont bénéficié d'un traitement ARV.

Effet 3.2 : d'ici 2024, les organisations humanitaires et structures gouvernementales chargées des questions humanitaires apportent une réponse humanitaire coordonnée, rapide et efficace envers les personnes affectées par les crises dans le respect des standards et principes humanitaires en vue de réduire la surmortalité et la surmorbidity des personnes affectées.

Résultats clés

- 6.600.000 personnes affectées par une crise humanitaire ont été assistées ;
- Les capacités de coordination et de veille humanitaire de 20 provinces sont renforcées et 8 provinces disposent d'un mécanisme efficace et solide de coordination humanitaire sensible au genre ;
- La RDC dispose maintenant d'une coordination humanitaire nationale opérationnelle et efficace

2.2.3. Facteurs de succès et d'échecs

(i) Facteurs de succès (Forces/opportunités)

- Capacités d'adaptation des acteurs au contexte à travers l'utilisation de nouvelles technologies de communication pour la continuité des interventions ;
- Amélioration de la situation sécuritaire dans certaines zones d'intervention (par exemple dans la région du Kasai) ;
- Bonne collaboration entre les SNU et le Gouvernement ;

(ii) Facteurs d'échecs (Faiblesses/contraintes)

- Les restrictions liées à la situation de la COVID-19, y compris les limitations de mouvements et les fermetures de frontière, ont été des défis dans la réalisation des activités ;
- Insuffisance des ressources humaines, financières et opérationnelles mobilisées au vu de l'ampleur des défis à relever ;
- Difficulté d'accès à certaines zones de la RDC (infrastructures, sécurité, communication).

2.3. Appui aux partenariats et financement de l'Agenda 2030



Travaux d'installation de la microcentrale hydroélectrique de Bitale construit sur la rivière Cibayi, territoire de Kalehe, Province du Sud-Kivu. Un projet du Programme des Nations Unies pour le Développement. Photo Marc Ngwanza/PNUD_RDC

Les ODD ne pourront pas être réalisés sans la mise en place des partenariats solides. Etant donné que les flux d'aide sont en baisse et que la pandémie de COVID-19 et ses conséquences économiques mondiales risquent de les diminuer davantage, la mise en œuvre de l'agenda du développement en RDC requiert un partenariat inclusif à tous les niveaux. Les partenariats innovants constituent un levier important pour atteindre les ODD et le développement des partenariats stratégiques est une exigence incontournable pour la réalisation du Cadre de Coopération en RDC.

SDG Financing

C'est dans ce contexte que, au début de 2020, quatre agences des Nations Unies - à savoir le PNUD, l'UNICEF, le UNCDF et ONU Femmes - ont

uni leurs forces pour élaborer une proposition de programme commun pour le Joint SDG Fund dans le cadre de son volet 1 du portefeuille de financement des ODD.

La proposition a été approuvée en mai 2020 avec un budget de 1,2 million USD (dont 200 000 USD de cofinancement).

Le programme conjoint vise à soutenir les efforts de la RDC pour relever les défis identifiés liés au financement des ODD, en contribuant à créer un environnement catalytique pour stimuler le financement des ODD.

À cette fin, le programme conjoint vise à élargir la marge de manœuvre budgétaire par des politiques et des réformes publiques qui

mobiliseront des ressources intérieures et étrangères supplémentaires et les investiront de manière efficiente et efficace dans les secteurs prioritaires.

De plus, le programme va soutenir le gouvernement à mettre en place un cadre et une stratégie nationale de financement des ODD soutenus par toutes les parties prenantes - en particulier le secteur privé - qui créent un environnement propice à l'accroissement des investissements privés accélérateur des ODD.

Malgré les retards dans la mise en œuvre dues à la pandémie COVID-19 en 2020, le programme conjoint a pu renforcer le leadership et l'appropriation du programme par le gouvernement.

À cet égard, la première réunion du comité de pilotage national a été organisée en décembre 2020, au cours de laquelle toutes les parties prenantes ont validé les principales activités du programme.

Cela permettra de commencer la mise en œuvre en 2021, des différentes composantes du programme, notamment l'élaboration d'une Evaluation de Financement du Développement (« Development Finance Assessment – DFA ») et à définir, à mettre en place et à opérationnaliser un cadre national de financement intégré (« Integrated National Financing Framework – INFF »).

Les agences d'exécution travaillent en synergie avec d'autres agences du système de l'ONU telles que l'ONUDI et les partenaires financiers et techniques présents dans le pays et ayant un programme spécifique sur le financement des ODD (BM, FMI, BAD).

Fondation Denise Nyakeru Tshisekedi

Vu l'alignement des priorités du Cadre de Coopération des Nations Unies et les axes d'intervention de la fondation Denise Nyakeru Tshisekedi, en 2020 plusieurs agences ont établi des partenariats avec la fondation, dont l'UNFPA, l'UNICEF, l'ONU Femmes et le BCNUDH. Ces partenariats se focalisent sur la santé, l'éducation, l'autonomisation des femmes et la lutte contre les violences basées sur le genre.

Triple Nexus³

En 2016, lors du Sommet humanitaire mondial tenu à Istanbul et la signature de l'Engagement à l'action (« Commitment to Action »), le Secrétaire Général a appelé à la mise en place d'une « nouvelle façon de travailler » (« New Way of Working – NWOW »), notamment à travers l'élaboration de résultats collectifs – concrets et mesurables – qu'acteurs humanitaire, de développement et d'autres domaines veulent réaliser conjointement, pour réduire les besoins, risques et vulnérabilités et augmenter la résilience⁴.

Cela s'inscrit à l'approche Triple Nexus, c'est-à-dire les liens entre les interventions humanitaires, de développement et de consolidation de la paix, en vue d'assurer ainsi une complémentarité et une collaboration efficace pour maximiser l'impact collectif. En mars 2018, le Secrétaire Général a désigné la RDC comme l'un des pays prioritaires pour la mise en place du Nexus et des éléments de la nouvelle façon de travailler.

En octobre 2019, des représentants des autorités gouvernementales et provinciales, des agences des Nations Unies, d'ONG internationales, d'institutions multilatérales, de la société civile et des bailleurs multilatéraux et bilatéraux se sont réunis au cours d'un atelier national.

³Basé sur le chapitre « approche nexus » du HRP 2021 (<https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/r-publique-d-mocratique-du-congo-plan-de-r-ponse-humanitaire-2021>)

⁴OCHA, Operationalizing the New Way of Working: Lessons Learned and Best Practices from and for Country Implementation, 30 August 2019(https://www.unocha.org/sites/unocha/files/DRAFT_Operationalizing%20the%20NWOW_Lessons%20Learnt%20and%20Best%20Practices_V2.pdf)

Quatre « résultats collectifs » pour le Nexus en RDC ont été retenus sur la base d'une analyse commune des risques et vulnérabilités majeurs: (1) l'insécurité alimentaire et la malnutrition (2) l'accès aux services de base (3) les mouvements de populations et (4) les violences basées sur le genre (VBG).

La mise en œuvre du processus Nexus en RDC a été perturbée par l'arrivée de l'épidémie de COVID-19 en RDC. Des avancées ont pu être notées en 2020, notamment la confirmation des provinces pilotes (les cinq provinces du Kasai et le Tanganyika) et la mise en place du « Nexus Donor Group » (groupe inter-bailleurs sur le Nexus).

Les rencontres du groupe ont permis de renforcer le partenariat entre les acteurs engagés

dans l'approche Nexus, d'organiser une visite conjointe dans les provinces du Kasai entre le Coordonnateur humanitaire et l'Ambassadeur de Suède qui facilite le «Nexus Donor Group», et de commencer à associer les acteurs de consolidation de la paix en lien avec la stratégie programmée de retrait de la MONUSCO, notamment dans les provinces du Kasai.

Les partenaires de l'approche Nexus et le Gouvernement congolais se sont accordés de centrer dans un premier temps l'attention de leurs actions sur le Kasai et le Tanganyika en raison notamment du retrait planifié de la MONUSCO de ces zones et du transfert progressif des activités de la Mission aux partenaires compétents. Des projets du PBF sont aussi en cours de mise en œuvre dans ces provinces pour assurer des synergies.



Vue partielle d'une réunion du conseil territorial de paix de Kabalo, un des résultats du projet financé par le PBF dans le Tanganyika. Photo UNFPA

2.4. Résultats de l'ONU travaillant plus et mieux ensemble : cohérence, efficacité et efficience des Nations Unies



Vue des participants à l'atelier d'élaboration des plans de travail conjoints de l'équipe de pays des Nations Unies, Kinshasa février 2020. Photo Nations Unies/Joseph Mankamba

En ligne avec la mise en œuvre de la réforme du développement visant l'émergence d'une nouvelle génération d'équipes de pays, centrées sur un cadre de coopération stratégique des Nations Unies et dirigées par un Coordonnateur résident impartial et indépendant, le système des Nations Unies en RDC a pu signer la nouvelle version du UNSDCF avec les autorités nationales en décembre 2019. Le processus de préparation de ce document a fait ressortir deux leçons essentielles

- Le leadership du gouvernement et son attention particulière à veiller à l'alignement des objectifs de ce documents avec les priorités nationales. Le Ministère de la Coopération Internationale et le Ministère du Plan ont mobilisé et coordonné l'implication de tous les ministères sectoriels dans la

préparation de ce document. Il en a résulté une identification très profonde des problèmes mais aussi les complémentarités qui pourraient être exploitées dans l'identification des solutions. Ce leadership reconnu par le SNU a été rappelé par le Coordonnateur résident lors de l'ouverture des travaux de la revue annuelle du cadre de coopération qui « félicite le Ministère de la Coopération Internationale et le Ministère du Plan pour leur leadership sur cette activité et remercie tous les partenaires techniques ministériels, de la société civile, de la coopération internationale ou du système des nations unies pour leur implication et participation effective ».

- L'approche collaborative et complémentaire, basée sur les avantages comparatifs a permis de mettre en commun toute

l'expertise des agences dans le domaine de la programmation à travers des groupes de travail spécialisés. La responsabilisation des agences dans la mise en œuvre du cadre de coopération en tant que chef de file de groupes des résultats a également permis d'améliorer et faciliter la coordination du bureau du Coordonnateur résident et utiliser toutes les ressources disponibles au sein du système des Nations Unies. Dans la même ligne et en appui à la réponse COVID-19 notamment, l'Equipe Pays a également pu mettre en place un groupe constitué des économistes des différentes agences qui ont travaillé de manière coordonnée et ont été une ressource essentielle aussi bien pour le pays que pour le système des Nations Unies.

Tout au long de la mise en œuvre de l'UNSDCF, les autorités nationales ont salué et reconnu l'appui du système des Nations Unies au pays. C'était le cas notamment de la Vice-Premier Ministre du Plan, Elysée MUNEMBWE TAMUKUMWE lors du lancement du plan multisectoriel d'urgence pour l'atténuation des impacts de la COVID-19 qui après avoir remercié les partenaires au développement a accordé une note particulière « au groupe des économistes pour leurs contributions à l'enrichissement de l'étude sur les Impacts sanitaires et socioéconomiques de la COVID-19 en RDC »

Le bureau du Coordonnateur résident a supervisé et facilité le développement de consortiums d'agences qui ont abouti à la soumission d'initiatives de manière conjointe sur des thématiques variées et permis le financement de projets pertinents comme par exemple :

- Le projet de sensibilisation et de prévention aux femmes déplacées, mis en œuvre par UNFPA, UNHCR et ONU Femmes et financé

par le MPTF- COVID-19

- Un élan pour l'identité juridique développé de manière conjointe par UNICEF, UNFPA, UNHCR et le BCNUDH
- Projet sur l'inclusion des personnes vivant avec un handicap développé par le BCNUDH UN-WOMEN UNESCO et ILO sous financement de UNPRPD.

Sur le plan opérationnel, le SNU en RDC s'est inscrit dans la mise en œuvre de l'agenda des Nations Unies en matière d'efficience qui encourage les agences des nations unies à travailler ensemble dans ce domaine, à mettre en commun leurs expertises, leurs ressources et leurs services. Dans ce cadre, 2020 aura été pour le pays une année de préparation du cadre stratégique des opérations qui aura vu l'implication et la participation de toutes les agences présentes dans le pays.

L'équipe des opérations, tout en pensant à développer des partenariats et services communs en vue d'atteindre une réduction des coûts, s'est aussi intéressé à mieux intégrer certains concepts programmatiques avec la gestion quotidienne des opérations : une meilleure prise en compte des questions de handicap dans les achats, un renforcement et une priorisation des structures qui sont dirigées par des femmes ou le développement de politiques de recrutement mieux alignés avec les politiques de genre du système des Nations Unies.

Le système des Nations Unies en RDC envisage de mettre progressivement en œuvre l'agenda sur l'efficience et d'explorer toutes les synergies qui pourraient l'être entre les agences afin de réduire les duplications et coûts associés aux transactions.

2.5. Aperçu financier et mobilisation des ressources

2.5.1 Aperçu financier

Le Cadre de Coopération des Nations Unies en RDC 2020-2024 est chiffré à 4,9 milliards USD, dont 558 millions USD avaient été mobilisés à la signature en 2019. La majorité du financement, 3,7 milliards USD, soit 75%, est prévue pour l'Axe 3 « Accès aux services sociaux de base et assistance humanitaire ». L'Axe 2 « Croissance économique inclusive, développement agricole, capture du dividende démographique, protection sociale et gestion durable des ressources naturelles » est budgétisée à presque 1 milliard USD, soit 19%, et l'Axe 1 « Consolidation de la

paix, respect des droits humains, protection des civils, cohésion sociale et démocratie » à presque 290 millions USD, soit 6%.

Sur les 1,5 milliard USD planifiées pour la mise en œuvre de l'UNSDCF en 2020, les membres de l'équipe de pays des Nations Unies ont pu mobiliser 1,2 milliard USD et ont pu dépenser presque 973 millions USD. Ceci reflète un écart d'environ 300 millions USD entre les ressources planifiées et les ressources mobilisées.

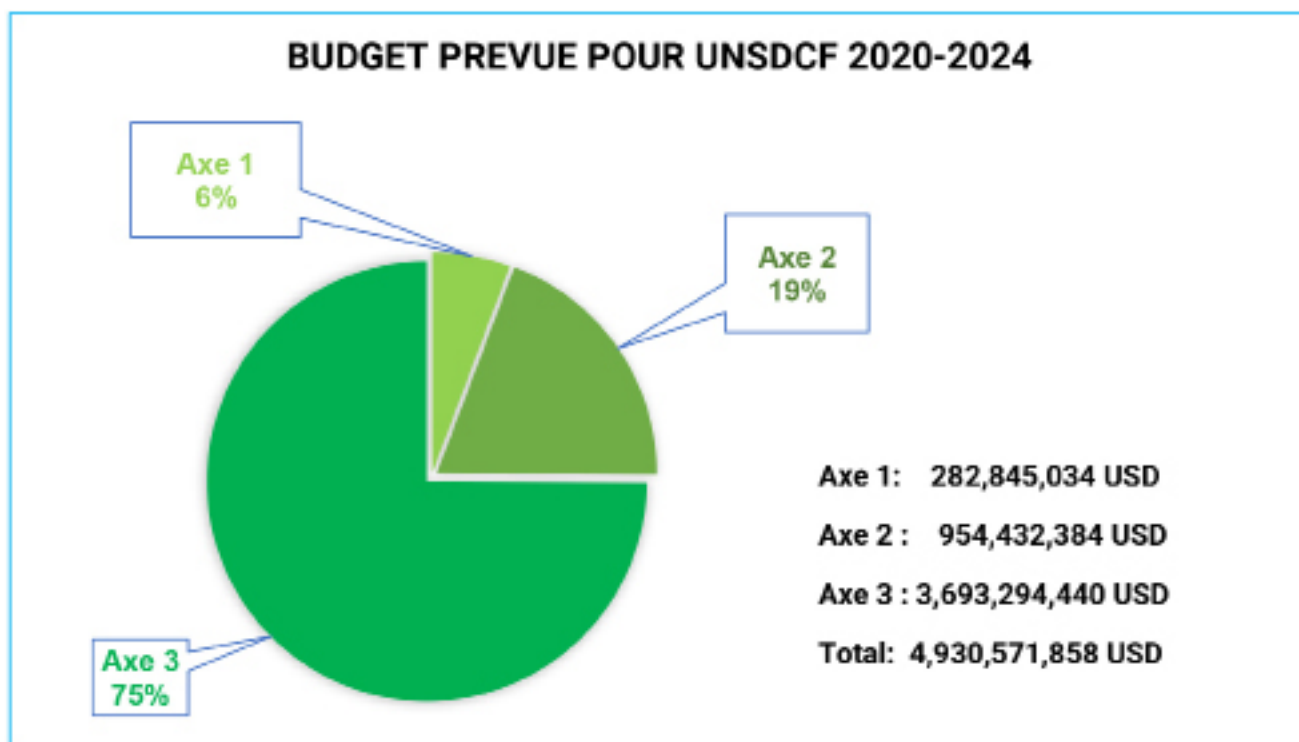


Tableau 1 : Répartition des ressources par agence⁵

Organisation	Ressources planifiés en \$US (2020)	Ressources disponibles/ mobilisées \$US (2020)	Ressources dépensées \$US (2020)
BCNUDH	n/a	1 655 372	1 655 372
BIT	2 494 728	2 494 728	2 443 071
FAO	21 441 330	19 279 765	19 279 765
MONUSCO ⁶	n/a	11 264 563	11 264 563
OIM	54 513 395	37 937 846	37 937 846
OMS ⁷	92 852 555	162 420 422	125 330 745
ONUDI	22 700 000	14 100 000	560 000
ONU Femmes	8 248 985	4 336 975	4 130 947
ONUSIDA ⁸	2 233 500	1 416 642	1 316 642
PAM	512 238 610	397 952 933	245 243 800
PNUD	119 694 686	105 221 867	81 060 934
UNCDF	2 732 849	3 060 245	2 206 693
UNESCO	12 580 000	4 530 000	3 979 095
UNFPA	38 126 096	32 004 895	32 004 895
UNHCR	168 219 781	111 257 680	109 700 727
UNICEF	411 064 500	254 515 508	253 345 870
UNOPS	41 216 371	41 216 371	41 216 371
TOTAL	1 510 357 387	1 204 665 811	972 677 336

⁵Le tableau reflète les informations disponibles en mars 2021

⁶Ce chiffre comprend les dépenses liées au financement des programmes et aux activités de sensibilisation menées par la MONUSCO grâce à un financement évalué ("assessed funding") par les états membres. Le chiffre inclut les dépenses de l'UNMAS.

⁷Le budget de l'OMS est voté pour couvrir deux ans (2020-2021). Le montant planifié a été divisé par deux pour assurer la comptabilité.

⁸Les informations de l'ONUSIDA représentent uniquement la contribution financière du Secrétariat de l'ONUSIDA au travail du Programme commun des Nations Unies sur le VIH en RDC. Les contributions financières des agences au Programme commun sont saisies dans les rapports des agences.

• Fonds d'affectation spéciale multipartenaire

La RDC reçoit un financement considérable par des fonds d'affectation spéciale multipartenaires.

Peacebuilding Fund

En mars 2020, la RDC a pu renouveler son éligibilité au Peacebuilding Fund (PBF) pour 2020-2024. Les quatre principales priorités thématiques identifiées sont la réintégration communautaire, la réconciliation et la cohésion sociale, la gouvernance locale inclusive et la promotion de solutions durables pour les populations déplacées. En termes de priorités géographiques, le PBF se concentre sur le Kasai, le Kasai Central et le Tanganyika, en soutien à la transition prévue par le système des Nations unies dans ces provinces. La RDC possède l'un des portefeuilles les plus importants du PBF dans le monde, avec 12 projets mis en œuvre au Kasai, au Kasai Central, au Tanganyika, au Nord-Kivu et au Sud-Kivu, et un budget total de plus de 26 millions d'USD actuellement. Les partenaires onusiens de mise en œuvre sont le PNUD, le BCNUDH, l'OIM, l'ONU Femmes, le PAM, le FAO, l'UNESCO et l'UNFPA. Les principaux contributeurs au PBF au niveau global sont l'Allemagne, la Suède, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Norvège.

Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS)

Les mêmes cinq partenaires de développement soutiennent aussi le FCS. En 2020, des projets d'une valeur de 28 millions USD étaient en cours de réalisation en Ituri, au Nord-Kivu et au Sud-Kivu. Le fonds est le principal instrument financier de la Stratégie internationale d'appui à la sécurité et à la stabilisation (ISSSS) qui vise à s'attaquer aux causes profondes des conflits. La

stratégie est coordonnée conjointement par la MONUSCO et le gouvernement. Les partenaires onusiens de mise en œuvre sont la MONUSCO, le PNUD et l'OIM.

COVID-19 Response and Recovery Multi-Partner Trust Fund

Suite au deuxième appel à propositions du United Nations COVID-19 Response and Recovery Multi-Partner Trust Fund, plusieurs agences en RDC ont collaboré pour soumettre des programmes conjoints. En septembre 2020, le programme conjoint proposé par l'UNFPA, l'ONU Femmes et l'UNHCR a été sélectionné pour financement. Ce programme favorise des actions participatives, collectives et inclusives dans la province du Nord-Kivu et se focalise sur des femmes et filles vulnérables parmi les réfugiés, les personnes déplacées et les communautés d'accueil qui n'ont pas reçu de l'aide prévue en raison des mesures de prévention du COVID-19. Le programme a un budget de 800,000 USD et une durée de 12 mois. Un deuxième programme conjoint proposé par la FAO, le PNUD, et l'ONU Femmes a été sélectionné pour l'inclusion du "catalogue de solutions". Ce programme se concentre sur le renforcement de la santé et de la résilience socio-économique dans les zones rurales grâce à l'accès à l'électricité verte. Le budget attendu est de 1,6 million USD en total pour 12 mois.

Fonds National REDD+ (FONAREDD)

Ce Fonds constitue l'instrument financier pour la mise en œuvre de la Stratégie nationale REDD+ (Réduction des émissions dues à la Déforestation et à la Dégradation des Forêts) en RDC, à travers ses Plans d'Investissement. En 2020, des projets d'une valeur de presque 20 millions USD étaient en cours de réalisation en RDC. Les partenaires onusiens de mise en œuvre sont le PNUD, le FAO, l'UNCDF, l'UN Habitat, l'UNFPA et l'UNOPS.

2.5.2. Mobilisation des ressources

La mobilisation des ressources en RDC demeure un défi. Face à l'immensité des besoins, tant sur le plan humanitaire que sur celui du développement durable, les financements disponibles sont insuffisants.

En 2020, le pourcentage de financement du Plan par rapport au budget requis est pour la première année inférieur à 40 pour cent (36 pour cent des fonds reçus pour 2020). La réponse à la crise humanitaire en RDC demeure sous-financée depuis plusieurs années.

Pour répondre à ce manque de ressources, l'UNCT est active dans un certain nombre d'efforts de mobilisation des ressources. Par exemple, le cadre de coopération 2020-2024 est intégralement chiffré et les membres de l'Equipe de Pays s'engagent à informer sur le progrès dans une manière transparente. L'Equipe de Pays des Nations Unies investit également dans des gains d'efficience et d'efficacité, à travers la mise en oeuvre de l'Agenda sur l'efficience.

De plus, l'équipe de pays renforce les partenariats et l'engagement avec les acteurs non onusiens,

notamment les institutions gouvernementales, les donateurs, le secteur privé et la société civile, y compris les organisations de femmes et de jeunes. Les agences explorent les sources de financement moins traditionnelles, à savoir les IFI, et le secteur privé.

De plus en plus, les différents membres de l'Equipe de pays se mettent ensemble sur base de leur avantage comparatif respectif pour soumettre des propositions des programmes conjoints aux facilités régionales ou des mécanismes mondiaux (par exemple, le Fonds pour la consolidation de la paix, les allocations de l'IDA et les fonds d'affectation spéciale des donateurs – voir ci-dessus).

En vue des activités touchant l'humanitaire, le développement et la consolidation de la paix. Dans les Kasais par exemple, l'équipe de pays s'engage à développer des programmes conjoints.

Dans un effort de mieux mobiliser les ressources, l'Equipe de Pays va se doter d'une stratégie en mobilisation des ressources en 2021.



Rencontre des partenaires techniques et financiers de l'OIT avec le Ministre National des Mines et le Gouverneur de la Province du Lualaba, en marge de l'atelier de concertation dans la lutte contre le travail des enfants dans les mines artisanales.

Photo OIT_RDC

Chapitre 3 : Grandes lignes d'actions de l'Equipe de Pays des Nations Unies pour 2021

Axe 1 de l'UNSDCF : Consolidation de la paix, le respect des Droits humains, la protection des civils, la cohésion sociale et la démocratie.

- Appuyer la mise en œuvre de la Politique nationale de réforme de la justice et de la réforme de la police (pilotage stratégique ; révision du cadre législatif et réglementaire...);
- Plaidoyer et action de suivi pour l'adoption de lois en matière de gouvernance judiciaire, sécuritaire, politique et démocratique (en particulier les trois avant-projets de loi dans le secteur pénitentiaire, les deux propositions de loi sur la protection des populations autochtones et des personnes vivant avec handicap, loi portant sur la protection des défenseurs des droits de l'homme et loi sur l'accès à l'information) ;
- Consolider le renforcement des capacités techniques et opérationnelles des acteurs de la chaîne pénale (police ; juridictions civiles et militaires ; secteur pénitentiaire) pour l'amélioration de la lutte contre l'impunité et la protection des droits humains ;
- Poursuivre l'appui à la protection des personnes vulnérables, en particulier à travers les mécanismes d'enregistrement des enfants et des réfugiés ainsi que l'assistance judiciaire/juridique des victimes, des personnes poursuivies et des personnes en détention...
- Renforcer les capacités de tous les acteurs sur la lutte contre le travail des enfants dans le secteur minier ;

- Consolider et assurer la pérennisation des mécanismes communautaires en matière de gestion et résolution des conflits, de promotion et protection des droits humains (y compris des droits des femmes et des enfants) ainsi que des Comités Locaux de Paix et de Développement (CLPD) et des mécanismes communautaires de dialogue politique et social...
- Renforcer la gouvernance inclusive à travers la promotion de la participation des femmes et des jeunes dans les instances de prise de décision ;
- Améliorer la redevabilité des élus et des institutions à travers le renforcement des organisations de la société civile et la sensibilisation citoyenne ;

Axe 2 de l'UNSDCF : croissance économique inclusive, développement agricole, capture du dividende démographique, protection et gestion durable des ressources naturelles

- Finalisation des plans de développement provinciaux ;
- Poursuite des efforts pour le développement des chaînes de valeur agricole ;
- Poursuite des actions prévues dans le cadre du Plan de réponse socioéconomique des Nations Unies à la Covid-19 ;
- Appui au gouvernement dans la révision de son Plan National Stratégique de Développement (PNSD).

Axe 3 de l'UNSDCF : Accès aux services sociaux de base et assistance humanitaire

- La continuité de la disponibilité et de l'accessibilité des services sociaux de base en dépit de la pandémie COVID 19 ;
- Promotion de droits humains, du genre, l'égalité dans l'accès aux services et l'inclusion de tous pour ne laisser personne sur le bord notamment les populations clés ainsi que la lutte contre les VBG ;
- Renforcement du capital humain qui inclut le développement des capacités de participation sociale, politique et économique des femmes et des jeunes ;
- Renforcer le suivi de la mise en œuvre des Plans sectoriels ;
- Gestion des nouveaux afflux de Centrafricains fuyant vers la RDC (Plan Inter-Agence en cours) ;
- Inclusion des réfugiés dans le système national/provincial ;
- Solutions durables pour les personnes déplacées/retournées dans les zones de retour. Lutte contre la COVID19 et les autres épidémies (MVE, VIH et autres maladies).





Bureau du Coordonnateur résidents du Systèmes des Nations Unies en RDC

Quartier Général de la MONUSCO 12, Aviateurs, Gombe, Kinshasa, RDC

Site web : www.rdcongo.un.org

Twitter : @ONURDCongo